

# Améliorer l'accès des femmes aux fonctions de direction :

## Comment y parvenir ?

8 mars 2016, Centre de conférences de l'OCDE, Paris

### ORDRE DU JOUR

L'égalité hommes-femmes est une grande priorité pour l'OCDE. Dans le cadre de l'Initiative de l'Organisation pour la parité, la Direction de la gouvernance publique et la Direction des affaires financières et des entreprises organisent conjointement, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, un événement pour contribuer à l'élimination des inégalités entre les sexes eu égard à l'accès aux postes de direction dans les instances publiques et privées. Prenant en considération différentes stratégies d'intervention, de hauts responsables des secteurs public et privé, des experts, des universitaires et d'autres parties prenantes mettront en commun leurs expériences, indiqueront les mesures qui donnent de bons résultats et expliqueront les raisons de leur efficacité. Les conclusions des discussions seront également utilisées pour élaborer un rapport conjoint.

De très nombreuses données montrent l'utilité de renforcer l'accès des femmes aux fonctions de direction pour favoriser une croissance économique inclusive. Dans le secteur privé, il existe de toute évidence un réservoir de talents inexploités susceptibles d'améliorer les performances des entreprises au niveau des équipes dirigeantes et des conseils d'administration. Dans le secteur public, l'inclusivité [et l'équité] des résultats et la réactivité des services dépendent de la prise de décisions stratégiques intégrant les diverses perspectives des hommes et des femmes. Il apparaît néanmoins que malgré une prise de conscience grandissante, les progrès sont lents et varient considérablement d'un pays à l'autre.

L'évènement favorisera la tenue d'un dialogue sur les occasions manquées des femmes aux fonctions de direction et leur impact sur les résultats sociaux et économiques plus généraux. Le but est d'identifier les risques et les possibilités des différents choix qui s'offrent aux pouvoirs publics pour éliminer les inégalités hommes-femmes dans les secteurs public et privé, ainsi que les conditions nécessaires à leur mise en œuvre. Pour atteindre l'objectif de la parité, tandis que le secteur public peut montrer l'exemple, et ainsi promouvoir une évolution des mentalités et un changement de culture dans les sociétés, le secteur privé peut quant à lui dépasser les frontières et favoriser des avancées mondiales, ce que ne peut pas faire le secteur public. L'évènement mettra en exergue les enseignements comparatifs tirés des deux secteurs, lesquels viendront enrichir le débat au niveau mondial sur cette question fondamentale de l'action publique. Il sera également l'occasion de lancer la nouvelle Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes dans la vie publique et contribuera à l'application effective des Principes de gouvernement d'entreprise du G20 et de l'OCDE.

Les discussions s'appuieront sur une synthèse reprenant les nouvelles tendances, les points de référence internationaux et les bonnes pratiques. Elles aboutiront à la définition d'un plan d'action pour accompagner la mise en œuvre et le suivi de la Recommandation du Conseil sur l'égalité hommes-femmes dans la vie publique, des Principes de gouvernement d'entreprise du G20 et de l'OCDE et de la Recommandation du Conseil sur l'égalité hommes-femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat.

14:00-14:15	Remarques liminaires	CC10
-------------	----------------------	------

Cette session mettra en évidence l'approche globale de la promotion de l'égalité hommes-femmes et l'importance d'améliorer l'accès des femmes aux fonctions de direction pour favoriser une croissance économique inclusive. La Recommandation du Conseil de l'OCDE de 2015 sur l'égalité hommes-femmes dans la vie publique y sera lancée et les aspects pertinents des Principes de gouvernement d'entreprise du G20 et de l'OCDE seront mis en avant.

- **Angel Gurría**, Secrétaire général, OCDE

14.15-15.30	Session plénière – <i>Les forces qui déterminent le changement : Quels sont aujourd'hui les éléments nouveaux concernant l'accès des femmes aux fonctions de direction ?</i>	CC10
-------------	--	------

Cette session sera consacrée à l'étude des nouvelles tendances et des nouveaux enjeux de l'accès des femmes aux postes de direction dans les secteurs public et privé depuis la publication du rapport de l'OCDE intitulé *Women, Government and Policy Making in OECD Countries* et depuis l'enquête du Comité de l'OCDE sur la gouvernance d'entreprise menée dans le cadre de l'élaboration du rapport de l'OCDE intitulé *Inégalités hommes-femmes : il est temps d'agir*.

**Modératrice : Gabriela Ramos**, Directrice de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE, Sherpa pour le G20

- **Ben Rimmington**, Directeur, Environnement des entreprises, Département pour les Affaires, l'innovation et les compétences
- **David Cruikshank**, Président, Deloitte
- **Claudia Serrano Madrid**, Ambassadeur auprès de l'OCDE, Représentant permanent, Chile
- **Kaori Sasaki**, Présidente-directrice générale, ewoman, Inc., Présidente, UNICUL International, Inc., Présidente, Comité d'organisation de la Conférence internationale sur les femmes dans l'entreprise
- **Neil Murray**, Président, Royaume-Uni et Irlande, Sodexo
- **Silvana Koch-Mehrin**, Fondatrice et Présidente, Forum mondial, les femmes aux parlements

15:30-15:45	Pause-café
15:45-17:15	Séances en ateliers

Ces ateliers étudieront les options, ainsi que les risques et les possibilités qui y sont associés, dont disposent les gouvernements, les parlements et les entreprises pour améliorer l'accès des femmes aux postes de décision. Ils mettront en évidence les mesures qui sont efficaces et les conditions dans lesquelles elles sont appliquées, et envisageront comment évaluer leur impact.

SESSION 1: Orientations politiques et bonnes pratiques dans le secteur privé	CC 10	SESSION 2: Orientations politiques et bonnes pratiques dans le secteur public	Auditorium
<p>La sensibilisation croissante à la sous représentation des femmes dans les postes de leadership dans l'économie et les entreprises, a conduit à un effort croissant pour améliorer l'équité entre les hommes et les femmes au plus haut niveau de la prise de décision au sein des entreprises. Des mesures ont été introduites par les gouvernements, les actionnaires/investisseurs et les entreprises afin d'éliminer les inégalités hommes - femmes à travers des quotas, des cibles, l'appel à la divulgation et les initiatives volontaires, comme outils. Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette expérience?</p> <p><b>Présidente : Sarah Gordon, Rédactrice économique, Financial Times</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pierre Poret</b>, Directeur adjoint, Affaires financières et entreprises, OCDE</li> <li>• <b>Turid Elisabeth Solvang</b>, Présidente, Confédération européenne des associations d'administrateurs (ecoDa)</li> <li>• <b>Monika Queisser</b>, Conseillère principale, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales</li> <li>• <b>Mamta Binani</b>, Présidente, Institute of Corporate Secretaries, Inde</li> <li>• <b>Ashraf Gamaleldin</b>, Président, Hawkamah Insitute, Dubai, Émirats Arabes Unies</li> <li>• <b>Rima A. Turk</b>, Économiste, Département de l'Europe, unite nordique, Fond monétaire international</li> <li>• <b>Sofia Falk</b>, Fondatrice et Directrice Créative, We are the StoryDoers (précédemment Wiminvest)</li> </ul>		<p>Comblent le fossé entre les genres en matière de leadership public, dans les organes législatifs, exécutifs, judiciaires et dans les administrations publiques est une question de bonne gouvernance et de caractère non exclusif de la croissance économique. Des pays mettent en place des démarches énergiques pour atteindre l'égalité des genres en introduisant des mesures concrètes, telle que la mise en place de cadres institutionnels sensibles au genre, des mesures incitatives et le soutien du développement des qualifications. Quels enseignements peut-on en tirer?</p> <p><b>Présidente : Michelle d'Auray</b>, Ambassadrice auprès de l'OCDE, Représentante permanente, Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Rolf Alter</b>, Directeur, Gouvernance publique et développement territorial, OCDE</li> <li>• <b>Agnès Arcier</b>, Directrice risque audit, Administratrice générale des finances publiques, Ministère de l'Économie et des Finances, France</li> <li>• <b>Nurhayati Ali Assegaf</b>, Membre du parlement, Indonésie</li> <li>• <b>Alice Ripley</b>, Commission des nominations judiciaires, Royaume Uni</li> <li>• <b>Hakima El Haïti</b>, Ministre déléguée, Ministère de l'environnement, Maroc</li> </ul>	

17:15-18:00

Session de clôture : Enseignements tirés

Cette session sera axée sur les enseignements que le secteur privé peut tirer de l'expérience des instances publiques (parlements, gouvernements) et inversement sur les enseignements que les pouvoirs publics peuvent tirer du secteur privé. Il sera notamment rendu compte, à cette session plénière, des travaux menés lors des séances en ateliers. La Secrétaire générale adjointe Kiviniemi clôturera la discussion en évoquant les prochaines étapes des travaux, notamment

l'élaboration d'un plan d'action.

**Présidente : Mari Kiviniemi**, Secrétaire générale adjointe, OCDE

- **Sarah Gordon**, Rédactrice économique, Financial Times
- **Michelle d'Auray**, Ambassadrice auprès de l'OCDE, Représentante permanente, Canada
- **Evelyn Regner**, Parlementaire européenne, Commission juridique
- **Annika Markovic**, Ambassadrice auprès de l'OCDE, Représentante permanente, Suède
- **José Ignacio Wert**, Ambassadeur auprès de l'OCDE, Représentant permanent, Espagne
- **Jeunes cadres, OCDE**

18:00

Cocktail